



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – LES PREMIÈRES DÉCISIONS	17
I. LES DÉLÉGATIONS	17
A. Du conseil municipal au maire	17
B. Du maire aux adjoints et aux conseillers municipaux	17
C. Du maire au personnel	18
II. LA DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE	18
A. Au sein des EPCI à fiscalité propre (communautés, métropoles hors métropole de Lyon)	18
B. Au sein des syndicats de communes et des syndicats mixtes	19
C. Dans les principaux établissements de la commune	19
III. LES PREMIÈRES DÉLIBÉRATIONS SUR LES INDEMNITÉS ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR	19
A. Le choix du montant mensuel des indemnités de fonction	19
B. Le règlement intérieur du conseil municipal	22
IV. LES PREMIÈRES DÉCISIONS BUDGÉTAIRES ET FISCALES	22
A. Le vote du budget	22
B. Le vote des taux	23
V. LA CONSTITUTION DES COMMISSIONS MUNICIPALES	23
VI. LE RÉCOLEMENT DES ARCHIVES	23
VII. ÉTABLIR UN ÉTAT DES LIEUX	24
A. Les données générales	24
B. Les données financières	25
C. Les données patrimoniales et les contrats	27
D. La commission communale des impôts directs (CCID)	27



CHAPITRE 2 – L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL DU MAIRE 31

I.	LE CADRE JURIDIQUE	31
A.	Les directives et règlements	31
B.	Les lois	31
C.	Les textes réglementaires	32
II.	LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT AU NIVEAU LOCAL	32
A.	Le préfet de zone	32
B.	Le préfet de région	32
C.	Le préfet de département	33
D.	Le sous-préfet	34
E.	La police et la gendarmerie nationales	35
F.	Le procureur de la République	35
G.	Les juges administratifs et judiciaires	35
H.	Les chambres régionales des comptes (CRC)	36
III.	LE CONTRÔLE DE LÉGALITÉ	37
A.	Les actes transmis au contrôle de légalité	37
B.	Les modalités du contrôle de légalité	38
C.	Le délai de recours du représentant de l'État	39
D.	Les effets du déféré préfectoral	39
IV.	LES AUTRES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	39
A.	La région	40
B.	Les départements	40

CHAPITRE 3 – L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE 45

I.	LE MAIRE	45
A.	Le maire, représentant de l'État	45
B.	Le maire et ses pouvoirs de police	46





SOMMAIRE

II.	LE CONSEIL MUNICIPAL	48
A.	La préparation des séances du conseil municipal	48
B.	Le déroulement des séances du conseil municipal	49
C.	La publicité des délibérations du conseil municipal	50
III.	LE PERSONNEL COMMUNAL	51
A.	Les différentes catégories d'agents communaux	52
B.	Les conditions de travail et de rémunération	53
C.	Les métiers territoriaux et la formation	54
D.	Les organes de gestion et de participation	55
IV.	LES RESPONSABILITÉS DU MAIRE ET DE LA COMMUNE	57
A.	La responsabilité de la commune	57
B.	La responsabilité civile et pénale du maire	58
C.	La responsabilité financière du maire	59
V.	LES ASSURANCES COMMUNALES	60
A.	L'obligation d'assurance	60
B.	L'assurance responsabilité civile générale de la commune	60
C.	L'assurance « dommages aux biens »	61
D.	La couverture de la responsabilité pénale de la commune	61



CHAPITRE 4 - L'INFORMATION ET LA PARTICIPATION DES HABITANTS 63

I.	L'INFORMATION DES HABITANTS	63
A.	Les arrêtés et les décisions du maire	63
B.	Les délibérations du conseil municipal	64
C.	Les autres modes d'information des habitants	65
II.	LA PARTICIPATION DES HABITANTS	65
A.	Les modes de consultation directe	65
B.	Les structures participatives	66

CHAPITRE 5 - LA GESTION COMMUNALE 69

I.	LE DOMAINE DE LA COMMUNE	69
A.	Le domaine public	69

B.	Le domaine privé	71
C.	L'acquisition des biens des communes	71
D.	La cession des biens des communes	72
II.	LES CONTRATS DE LA COMMUNE	73
A.	Les marchés publics	73
B.	Les contrats de droit public	81
C.	Les contrats de droit privé portant sur le domaine privé de la commune	82
III.	LA GESTION DES SERVICES PUBLICS LOCAUX	83
A.	Définition d'un service public	83
B.	La distinction entre service public obligatoire et service public facultatif	83
C.	Les catégories de services publics	84
D.	La gestion des services publics	84
E.	La procédure de passation d'une convention de délégation de service public	86
F.	Le contrôle des services publics	87
IV.	LES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS	88
A.	L'octroi de la subvention	88
B.	La convention de mise à disposition de locaux communaux	88
V.	LES ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES	89
A.	Les sociétés d'économie mixte locale (SEML)	89
B.	Les sociétés publiques locales (SPL)	89
C.	Les sociétés d'économie mixte à opération unique (SEMOP)	90

CHAPITRE 6 – LA COMMUNE NOUVELLE 93

I.	QU'EST-CE QU'UNE COMMUNE NOUVELLE ?	93
A.	Situation des communes nouvelles en 2020	93
B.	Les enjeux de la création d'une commune nouvelle	93
II.	LA CRÉATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE	94
A.	La charte fondatrice	94
B.	Le choix du nom de la commune nouvelle	94
C.	L'association des personnels au projet de création d'une commune nouvelle	94





SOMMAIRE

III.	LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE NOUVELLE	94
A.	Le conseil municipal de la commune nouvelle	94
B.	Les communes déléguées	95
IV.	LA COMMUNE NOUVELLE ET LES SERVICES PUBLICS	96
V.	LA COMMUNE NOUVELLE ET L'INTERCOMMUNALITÉ	96
A.	Le rattachement de la commune nouvelle à un EPCI à fiscalité propre	96
B.	La représentation de la commune nouvelle dans le conseil communautaire pendant la période transitoire	96
C.	La commune-communauté	97
VI.	LES FINANCES ET LA FISCALITÉ DE LA COMMUNE NOUVELLE	97
A.	La fiscalité de la commune nouvelle	97
B.	Les dotations de la commune nouvelle	99

CHAPITRE 7 – L'INTERCOMMUNALITÉ

101

I.	LES RELATIONS COMMUNES ET LEUR INTERCOMMUNALITÉ	101
A.	Les principes généraux	101
B.	Conférence des maires, pacte de gouvernance, information et consultation des communes, égalité femme/homme	102
C.	Les modes de coopération entre les communes et leur EPCI	103
II.	LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES, D'AGGLOMÉRATION, URBAINES ET LES MÉTROPOLIS	103
A.	Les compétences des intercommunalités	103
B.	Les finances des intercommunalités	105
III.	LES SYNDICATS	107

CHAPITRE 8 - LES FINANCES ET LA FISCALITÉ LOCALES

109

I.	LES DOCUMENTS BUDGÉTAIRES	109
A.	Les documents de prévisions et d'autorisations : le budget primitif	109
B.	Les documents d'ajustement	112
C.	Les documents d'exécution	112
D.	Les budgets annexes	113



II.	LE CONTENU DU BUDGET	114
	A. La section de fonctionnement	114
	B. La section d'investissement	128
III.	LA RELATION ORDONNATEUR-COMPTABLE	130
	A. L'exécution des dépenses	130
	B. L'exécution des recettes	131
	C. L'information de l'ordonnateur	131

CHAPITRE 9 - L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

I.	L'URBANISME	135
	A. La planification	135
	B. Les autorisations d'utilisation des sols	140
	C. Les participations financières	142
II.	L'AMÉNAGEMENT	143
	A. Les outils d'aménagement opérationnels	143
	B. Les outils de maîtrise foncière	144
III.	LES CONTRATS TERRITORIAUX D'AMÉNAGEMENT	145
	A. L'opération de revitalisation de territoire (ORT)	145
	B. Le projet partenarial d'aménagement (PPA) et la grande opération d'urbanisme (GOU)	145
IV.	L'HABITAT	146
	A. Les outils d'une politique locale de l'habitat	146
	B. Le logement social	148
V.	LES RISQUES NATURELS	151
	A. Les inondations	152
	B. Les autres risques : sismique, sécheresse... ..	153





SOMMAIRE

CHAPITRE 10 – LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE 157

I.	LES STRATÉGIES LOCALES DURABLES	157
A.	L'Engagement des maires et des présidents d'intercommunalités pour le climat ...	157
B.	Les objectifs du développement durable, le nouvel Agenda 2030	158
C.	Les différents outils disponibles	158
D.	Les opportunités et les effets de leviers pour la transition écologique et solidaire communale	161
II.	LE CADRE DE VIE	162
A.	L'aménagement et l'entretien des espaces verts	162
B.	Construire et rénover durablement	163
C.	La lutte contre les pollutions et nuisances	163
III.	L'ÉNERGIE	166
A.	La compétences de la commune	166
B.	Les énergies renouvelables	167
C.	Le plan climat-air-énergie territorial et le bilan carbone	167
D.	Le contrat de performance énergétique	168
IV.	LA GESTION DE L'EAU	168
A.	La distribution de l'eau	169
B.	Le budget des services d'eau et d'assainissement	170
V.	GARANTIR LA SALUBRITÉ	171
A.	L'assainissement (collectif et non collectif)	171
B.	La propreté et la lutte contre les dépôts sauvages	172
C.	La gestion des épaves	173
D.	La lutte contre les gîtes à moustiques	173



CHAPITRE 11 – LA VOIRIE ET LES RÉSEAUX 175

I.	LA VOIRIE ET LES OUVRAGES D'ART	175
A.	Les voies communales et intercommunales	175
B.	Les chemins ruraux	176
C.	Les ouvrages d'art	177

II.	LES RÉSEAUX	177
A.	Les travaux à proximité des réseaux : obligations des communes et des EPCI	178
B.	Le financement des réseaux	179
C.	Les redevances pour occupation du domaine public par les réseaux	180
D.	Les réseaux de communications électroniques	180
III.	LES RÉSEAUX DE CHALEUR	183
A.	La définition technique	183
B.	Le régime juridique	183
C.	La gestion	183
D.	Les types de réseaux	183

CHAPITRE 12 – LES MOBILITÉS 187

I.	LES AUTORITÉS ORGANISATRICES DE MOBILITÉ	187
A.	La région, chef de file de la mobilité	187
B.	Les compétences et missions des AOM	188
C.	Le financement et le versement mobilité	189
II.	LES NOUVELLES MOBILITÉS	190
A.	La mobilité électrique	190
B.	Les vélos et engins de déplacements motorisés	191

CHAPITRE 13 – L’ACTION ÉCONOMIQUE ET L’EMPLOI 193

I.	L’ACTION ÉCONOMIQUE	193
A.	L’action en faveur des entreprises, des commerces et de l’artisanat, et des services	194
B.	L’animation touristique locale	196
II.	L’EMPLOI	198
A.	Les structures et les dispositifs territoriaux	198
B.	Les contrats spécifiques	200





CHAPITRE 14 – L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LE SPORT 201

I.	L'ÉDUCATION	201
	A. Les obligations générales pour les écoles primaires publiques	201
	B. Les inscriptions scolaires dans les écoles publiques	203
	C. Les rythmes scolaires et accueils périscolaires	205
	D. La restauration scolaire	207
	E. Le transport scolaire	209
	F. L'enseignement privé du premier degré	209
II.	LA CULTURE	210
	A. Le partenariat État – collectivités territoriales	210
	B. Le patrimoine	210
	C. L'éducation artistique et culturelle	212
	D. Les arts plastiques	213
	E. Le livre et la lecture publique	213
	F. Le cinéma	214
	G. L'animation	214
III.	LE SPORT	215
	A. Le cadre national de l'intervention des communes en matière d'équipements sportifs et de politiques sportives	215
	B. Les financements dans le domaine du sport	216
	C. Les règles et normes applicables aux équipements sportifs	217
	D. Les partenaires	217
	E. La mise à disposition d'équipements ou de personnels	218



CHAPITRE 15 – L'ACTION SOCIALE ET LA SANTÉ 227

I.	L'ACTION SOCIALE	227
	A. L'action sociale en faveur de la petite enfance	227
	B. L'action sociale en faveur des personnes âgées	229
	C. L'action sociale en faveur des personnes handicapées	230

II.	LA SANTÉ	230
	A. L'organisation territoriale des soins.....	231
	B. Les aides à l'installation et au maintien des professionnels de santé.....	232
	C. Les différentes structures d'accès aux soins.....	232
	D. Les communes et les politiques de santé publique.....	233

CHAPITRE 16 – LA SÉCURITÉ ET LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUES, LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION..... 237

I.	LE POUVOIR DE POLICE GÉNÉRALE DU MAIRE	237
	A. La prise d'arrêtés et le contrôle du juge.....	237
	B. L'exécution et le non-respect des arrêtés.....	238
II.	LE MAIRE ET LA POLICE JUDICIAIRE	238
	A. Définition de la police judiciaire.....	238
	B. Le maire est officier de police judiciaire (OPJ).....	238
	C. Le maire informe.....	238
	D. Le maire est informé.....	238
	E. Les fichiers.....	239
III.	LE MAIRE ET LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE	239
	A. Des modalités « à la carte ».....	239
	B. Le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).....	239
	C. Le conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD).....	240
IV.	LE MAIRE ET LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION VIOLENTE	241
	A. La circulaire du ministre de l'Intérieur du 13 novembre 2018.....	241
	B. Le « criblage » des agents de police municipale, des gardes champêtres et des agents de surveillance de la voie publique.....	241
V.	LA SÉCURITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)	241
VI.	LA SÉCURITÉ DES ÉCOLES ET DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT	242
VII.	LA SÉCURITÉ D'ÉVÉNEMENTS SUR LA VOIE PUBLIQUE	242





SOMMAIRE

VIII.	LA CYBERSÉCURITÉ	243
IX.	LES MOYENS ATTRIBUÉS AU MAIRE PAR LA LOI	244
A.	Le rappel à l'ordre	244
B.	La transaction	244
C.	Le conseil pour les droits et devoirs des familles	244
X.	LES MOYENS DONT LE MAIRE SE DOTE LIBREMENT	245
A.	Un service de police municipale	245
B.	Un ou plusieurs gardes champêtres	246
C.	Un ou plusieurs agents de surveillance de la voie publique	246
D.	Un dispositif de vidéoprotection	247
E.	Le recours à la sécurité privée	247

CHAPITRE 17 – L'EUROPE ET L'ACTION EXTÉRIEURE

251

I.	L'UNION EUROPÉENNE	251
A.	La politique de cohésion et les fonds européens structurels et d'investissement	251
B.	La PAC et les autres programmes accessibles aux collectivités	253
II.	L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS ET LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE	255
A.	Les atouts de la coopération décentralisée	255
B.	Les modalités de l'action	256
C.	Les acteurs de la coopération décentralisée	256

L'AMF AU SERVICE DE SES ADHÉRENTS

259

LES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES DE MAIRES ET DE PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

265

INDEX DES SIGLES UTILISÉS

271

